



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI, Joël VERA

Hors commission - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'activités économiques Lauze Est - Autorisation environnementale unique du projet - Engagement de l'enquête - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le site de la Lauze-Est sur la commune de Saint Jean de Védas, se situe au sud de l'autoroute A9, de part et d'autre de la RM 612. Il présente un fort potentiel de développement économique dans le prolongement des Parcs d'Activités existants de la Lauze et de Marcel-Dassault, à proximité d'infrastructures routières importantes.

Pour s'assurer de la faisabilité de ce projet, la Métropole, compétente en matière d'aménagement des zones d'activités économiques, a confié en juin 2019 une concession d'aménagement à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), afin de réaliser la création et la réalisation de l'opération sous forme de ZAC.

Afin de conforter l'action foncière sur ce site, la Métropole a également sollicité l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon, aujourd'hui devenu Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPF), afin de constituer les réserves nécessaires à ce projet. À cet effet, une convention d'anticipation foncière a été signée par la Métropole et l'EPF le 3 juin 2015. La Déclaration d'Utilité Publique, permettant à l'EPF de se rendre propriétaire des terrains nécessaires à l'opération, a fait l'objet d'un arrêté du préfet de l'Hérault en date du 21 juin 2016. Cette DUP a été prorogée le 16 juin 2021 jusqu'au 21 juin 2026.

Ainsi, sur environ 30 hectares, la création d'un nouveau Parc d'activités économiques sur le site de la Lauze-Est, à l'est des Parcs d'Activités existants de la Lauze et de Marcel-Dassault, présente un intérêt public majeur pour la Métropole et viendra compléter l'offre de foncier économique nécessaire dans les années à venir. Outre l'accueil de nouvelles entreprises, le parc permettra la création d'environ 800 emplois. La délibération du Conseil de Métropole du 31 janvier 2019 a tiré le bilan de la concertation qui s'est tenue en novembre 2018, en vue de créer la Zone d'Aménagement Concerté.

La programmation économique prévue sur l'opération est orientée autour des activités productives : artisanat, industrie, production, distribution et logistique urbaine. Cette programmation pourra être affinée à la suite de l'enquête publique unique, objet de la présente délibération. La capacité de construction de surfaces de plancher à vocation économique est estimée à environ 100 000 m² de Surface de Plancher. L'opération pourra aussi constituer une réserve foncière pertinente pour le projet métropolitain MedVallée, dont la dynamique autour de la recherche, du bien-être et de la santé est à conforter.

Les règles d'urbanisme du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas en vigueur sur le périmètre de l'opération ne sont actuellement pas compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, afin d'adapter les règles du document d'urbanisme avec ce projet d'intérêt général. La procédure de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole le 2 novembre 2017.

La SA3M a élaboré le dossier de demande d'autorisation environnementale de l'opération au titre des articles L. 181-1 à L.181-31 du Code de l'environnement, qui comprend le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, l'étude d'impact valant rapport environnemental et le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces animales, végétales et d'habitats d'espèces protégées.

La Ville, la Métropole et son aménageur la SA3M, souhaitent réaliser un projet économique exemplaire en terme environnemental et de résilience du territoire. Aussi, pour satisfaire à l'autorisation environnementale du projet, il est prévu la création de 5 bassins de rétention d'un volume total de 19.490 m³ permettant de compenser l'imperméabilisation du site, ainsi que la création d'un ouvrage de franchissement de la Capoulière et d'un ouvrage de décharge hydraulique assurant l'écoulement des eaux en période de crue centennale. Il est également pris l'engagement de protéger 27,75 ha d'espaces agricole et naturels, dont 15,13 ha sur la commune de Saint Jean de Védas à moins de 2 km de l'opération. En complément de la compensation, Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M se sont engagées à protéger et renaturer 6 ha de l'allée alluviale de la Capoulière, sur le site de l'opération.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a instruit le dossier au titre de la loi sur l'eau, l'a jugé complet, et l'a autorisé à être porté à l'enquête publique. Le Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) a instruit le dossier de dérogation à la destruction d'espèces et lui a donné un avis favorable sous conditions le 25 novembre 2021. Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) pour lever les conditions et confirmer ainsi l'avis favorable du CNPN, en intégrant notamment les points suivants :

- Les espaces naturels qui seront détruits par les raccordements routiers (notamment par la création d'un carrefour giratoire sur la RM612) ont été intégrés et pris en compte dans le calcul de la compensation proposée au titre du dossier des espaces naturels ;
- La surface de compensation a été augmentée de 6 ha ;
- Une Obligation Réelle Environnementale (ORE) de 99 ans en faveur du CEN sera contractualisée par Montpellier Méditerranée Métropole, pour ce qui concerne l'allée alluviale et chacun des sites compensés, dans le cadre d'une convention, avec engagement de mettre en œuvre les actions présentées sur une durée de 30 ans ;

Le projet d'aménagement de la Lauze-Est fait l'objet de trois procédures distinctes permettant la réalisation de l'opération :

- Une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU, qui a déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole le 2 novembre 2017 ;
- Une procédure de création de la ZAC pour laquelle la concertation s'est déroulée en novembre 2018, et dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole en date du 31 janvier 2019 ;
- Une procédure de demande d'autorisation environnementale unique, objet de la présente délibération.

Ces procédures feront l'objet d'une enquête publique unique menée par le préfet de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'opération de la Lauze-Est ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter le préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture de l'enquête unique nécessaire à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif à l'opération pour les 3 procédures conjointes :
 - o La procédure au titre de la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU ;
 - o La procédure de création de la ZAC ;
 - o La procédure d'autorisation environnementale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à la conduite de cette procédure et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 6 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-216482-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.